



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 21 décembre 2001

APERÇU

◆ L'épargne-retraite privée : maintenir le niveau de vie à la retraite

En 1999, près d'un million d'unités familiales dont le principal soutien économique était âgé de 45 à 64 ans et toujours au travail n'auraient pas assez épargné pour la retraite, d'après l'Enquête sur la sécurité financière.

◆ Légère baisse de l'Indice composite

L'indicateur avancé a baissé de 0,1 % en novembre, la faiblesse du secteur manufacturier s'étant aggravée, surtout dans les secteurs des ressources et de la technologie de pointe.

◆ Les ventes de véhicules neufs montent

Les ventes de véhicules automobiles neufs ont rebondi de 2,9 % en octobre, compensant dans une certaine mesure la chute de 5,2 % observée en septembre.

◆ Les dépenses des ménages surpassent le taux d'inflation

Les dépenses moyennes des ménages se sont chiffrées à 55 830 \$ en 2000, soit 4 % de plus par rapport à 1999. Cette hausse surpasse légèrement le taux d'inflation de 3 %, mesuré par l'Indice des prix à la consommation.

◆ Neuvième hausse consécutive de la productivité multifactorielle

Les entreprises ont réalisé un gain de 1 % de la productivité multifactorielle en 2000, un déterminant clé du niveau de vie. Il s'agit de la neuvième hausse annuelle d'affilée.

◆ La médecine non traditionnelle complète la médecine traditionnelle

Près de 4 millions de Canadiens recourent à la médecine non traditionnelle comme complément aux soins de santé traditionnels pour le soulagement de la douleur et de divers maux.

L'épargne-retraite privée : maintenir le niveau de vie à la retraite

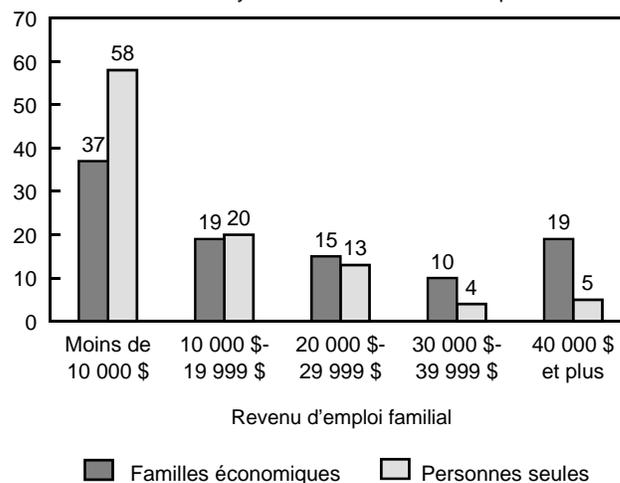
L'épargne-retraite privée est une composante importante des avoirs globaux des familles canadiennes. En 1999, elle constituait environ 29 % de la valeur de l'ensemble de leurs avoirs. Toutefois, cette épargne se classe encore en deuxième position derrière la résidence principale, l'avoir le plus important, qui constitue environ 32 % des avoirs totaux.

L'estimation de l'épargne-retraite privée a nettement dépassé 1 billion de dollars en 1999, selon l'Enquête sur la sécurité financière (ESF), qui donne le premier portrait statistique complet de la valeur nette des Canadiens, y compris de la valeur des droits à pension dans les régimes d'employeur.

Il a été possible, grâce aux données de cette enquête, d'aborder la question des unités familiales, c'est-à-dire les personnes seules de même que les familles économiques de deux personnes ou plus, qui n'auraient pas épargné suffisamment pour la retraite. Dans le

Parmi les unités familiales à un soutien économique principal âgé de 25 à 64 ans n'ayant aucun avoir de retraite privé, la plupart avaient des revenus de moins de 30 000 \$

% d'unités familiales n'ayant aucun avoir de retraite privé



(suite à la page 2)



... L'épargne-retraite privée : maintenir le niveau de vie à la retraite

cadre de cette analyse, épargner suffisamment signifie que l'unité familiale possède assez d'avoirs pour remplacer au moins deux tiers de ses gains d'avant la retraite ou générer un revenu selon toute vraisemblance supérieur au seuil de faible revenu (SFR) avant impôt.

Pour cela, l'enquête s'est attardée sur les unités familiales qui étaient proches de la retraite, celles où la personne touchant le revenu avant impôt le plus élevé était âgée de 45 à 64 ans et travaillait toujours au moment de l'enquête. Ce groupe d'âge comptait environ 3,9 millions d'unités familiales, dont 2,9 millions étaient toujours au travail.

En 1999, près d'un million d'unités familiales dont le principal soutien économique était âgé de 45 à 64 ans et toujours au travail n'auraient pas épargné assez pour la retraite, soit près du tiers des unités familiales de ce groupe d'âge.

Le montant du revenu qu'une famille devrait remplacer par des sources privées augmente avec ses gains d'avant la retraite. Par conséquent, il n'est pas étonnant que la proportion d'unités familiales à revenu d'emploi élevé, soit 75 000 \$ ou plus, qui ne pourront peut-être pas remplacer les deux tiers de leur revenu soit relativement élevée (41 %).

D'autre part, un peu moins du quart des unités familiales touchant un revenu d'emploi de 20 000 \$ à 40 000 \$ seront peut-être incapables de remplacer les deux tiers de leurs gains. Selon les normes actuelles, le revenu que ce groupe recevra des programmes publics de retraite (SV/SRG et RPC/RRQ) aidera la plupart d'entre elles à maintenir un niveau de vie semblable à la retraite.

D'après les estimations de l'ESF, 3,5 millions d'unités familiales, soit les familles et les personnes seules, ou près de 29 % du total de 12,2 millions, n'avaient pas d'épargne-retraite privée. La grande majorité de ces unités familiales sans épargne-retraite privée avaient des revenus d'emploi plus faibles. Par exemple, 71 % des familles économiques dont le principal soutien économique était âgé de 25 à 64 ans et qui n'avaient pas d'épargne-retraite ont déclaré des gains d'emploi de moins de 30 000 \$. Environ 78 % des personnes seules sans pension avaient des gains de moins de 20 000 \$.

Même si ces familles et individus ont peu d'épargne personnelle, les régimes publics tels que la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti (SV/SRG), ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec (RPC/RRQ)

Note aux lecteurs

L'Enquête sur la sécurité financière (ESF) de 1999 a permis de recueillir des données sur la valeur des avoirs financiers et non financiers de chaque unité familiale ainsi que sur le montant de sa dette.

*La plupart des données sur les avoirs et les dettes ont été recueillies pour l'unité familiale et non pour chaque personne qui en fait partie. L'unité familiale comprend à la fois les personnes seules et les familles de deux personnes ou plus. Les familles de deux personnes ou plus, désignées **familles économiques**, sont définies comme étant un groupe de deux personnes ou plus vivant dans le même logement et qui sont liées par le sang, le mariage, l'union libre ou l'adoption.*

assureraient à la plupart un revenu minimal à la retraite. Ce revenu remplacerait une importante partie de leurs gains d'avant la retraite.

Toutefois, le principal soutien économique de l'autre 43 % des unités familiales sans épargne-retraite privée avait au moins 45 ans. Il y avait plus de 1,5 million de ces familles, le quart de toutes les unités familiales de ce groupe d'âge. Pour ces unités familiales, le revenu provenant de la SV, du SRG ainsi que du RPC et du RRQ est déjà essentiel ou le deviendra.

De toutes les unités familiales de 65 ans et plus, 34 % n'avaient pas d'épargne-retraite privée. Toutefois, ce pourcentage était deux fois plus élevé chez les femmes (48 %) que chez les hommes (24 %). Aussi, 45 % de ceux qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires n'avaient pas d'épargne-retraite privée, contre 14 % de ceux qui détenaient au moins un diplôme universitaire. Il est possible que certaines unités familiales sans épargne-retraite privée se servent d'autres avoirs, tels que leur résidence principale, pour générer un revenu à la retraite. Toutefois, sept familles sur dix sans épargne-retraite n'étaient pas propriétaires.

*Pour en savoir plus, consultez l'étude intitulée **Les avoirs et les dettes des Canadiens : perspectives sur l'épargne au moyen des régimes de pensions privés** (Internet : 13-596-XIF, gratuit) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous Publications gratuites, puis Finances personnelles et finances des ménages. Des tableaux sommaires sont aussi accessibles sans frais sous Le Canada en statistiques, puis La société, ensuite Familles, ménages et logements et Avoirs et dettes. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.*

Légère baisse de l'Indice composite

L'indicateur avancé a légèrement baissé (-0,1 %) en novembre. Les estimations de l'indice composite de septembre et octobre ayant été révisées, celui-ci est passé d'une croissance de 0,1 % à une croissance nulle. La tendance de l'indicateur avancé s'est donc stabilisée durant la deuxième partie de l'année après avoir été négative dans la première.

En novembre, sept des dix composantes ont affiché des baisses, les plus marquées ayant été enregistrées dans la fabrication. Par contre, deux composantes ont augmenté et une est demeurée inchangée.

La faiblesse du secteur de la fabrication s'est accentuée, les répercussions des événements du 11 septembre ayant aggravé une demande déjà faible, en particulier dans les secteurs des ressources et de la technologie de pointe.

(suite à la page 3)

... Légère baisse de l'Indice composite

La baisse des nouvelles commandes de biens durables a été une des plus marquées de sept diminutions consécutives. Malgré le recul des livraisons, qui s'est également accentué, la production manufacturière n'a pu suivre la baisse de la demande. Par conséquent, le ratio des livraisons aux stocks a continué de reculer fortement. La baisse de la demande s'est répercutée sur les besoins en main-d'œuvre, la durée hebdomadaire moyenne du travail ayant enregistré une deuxième baisse d'affilée.

La demande des ménages est demeurée instable. En raison notamment d'une hausse prononcée dans le secteur personnel, l'emploi dans les services s'est renversé, affichant une hausse de 0,2 %. L'indice du logement a légèrement baissé mais est demeuré tout près d'un sommet de 10 ans. Les mises en chantier de maisons individuelles, en particulier, qui sont plus stables que la composante

des logements multiples, ont conservé toute leur vigueur récente. Par contre, la lenteur du marché du travail s'est fait sentir dans le recul des ventes de biens durables.

La tendance de l'indicateur avancé des États-Unis a été nulle, interrompant cinq mois de hausses consécutives. Sept des indicateurs ont baissé, en raison surtout des premières demandes d'assurance-chômage, les conditions du marché du travail s'étant détériorées rapidement depuis août. Les pertes d'emploi, tout comme au Canada, ont lourdement touché le secteur manufacturier.

Pour en savoir davantage sur l'économie, consultez le numéro du mois de décembre de L'Observateur économique canadien (papier : 11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse de conjoncture. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Les ventes de véhicules neufs montent

En octobre, les ventes de véhicules automobiles neufs ont rebondi de 2,9 %, récupérant partiellement la chute de 5,2 % enregistrée en septembre. Le nombre de véhicules neufs vendus le mois dernier s'est donc chiffré à 131 265. Ce chiffre s'explique aussi bien par les ventes de voitures particulières que par celles de camion. La hausse enregistrée en octobre est en partie attribuable aux offres incitatives accordées par certains constructeurs d'automobiles.

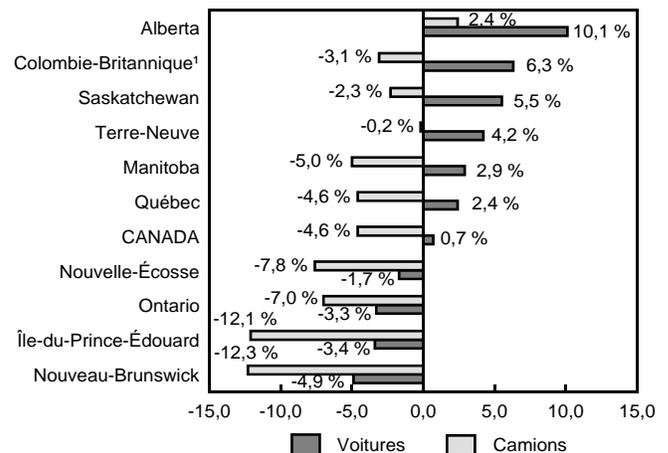
Les ventes de voitures particulières neuves se chiffraient à 72 678, en hausse de 2,4 % par rapport à septembre. Cette progression, survenue à la suite d'un repli de 3,5 % en septembre, a été principalement attribuable aux ventes de voitures nord-américaines (+3,2 %). Quant aux voitures construites outre-mer, leurs ventes n'ont crû que de 0,8 % par rapport à septembre. Pour ce qui est des ventes de camions neufs, elles étaient de 3,5 % supérieures à celles de septembre et se sont chiffrées à 58 587 véhicules. Cette hausse n'a permis de neutraliser que partiellement la chute importante de 7,3 % enregistrée en septembre.

Les consommateurs ont déboursé en moyenne 24 441 \$ (chiffre non désaisonnalisé) en octobre pour l'achat d'une voiture particulière neuve. Il s'agit d'une baisse de 0,8 % par rapport à octobre 2000. En revanche, le prix moyen d'un camion neuf (non compris la plupart des camions lourds et les autobus) a augmenté de 3,0 % pour s'établir à 33 729 \$ au cours de la même période. Le prix moyen reflète les mouvements de prix attribuables, entre autres, aux incitatifs offerts par les constructeurs et reflète aussi les préférences des consommateurs pour ce qui est du choix des modèles disponibles, des équipements optionnels ainsi que des modifications aux équipements standards.

Note aux lecteurs

Les données du présent article sont désaisonnalisées, sauf indication contraire. Pour des raisons de confidentialité, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont inclus dans la Colombie-Britannique.

Ventes cumulatives de véhicules automobiles neufs (premiers dix mois de 2001 par rapport à la même période de 2000)



1. Y compris le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut.

(suite à la page 4)

... Les ventes de véhicules neufs montent

Pour les dix premiers mois de 2001, les ventes cumulatives (non désaisonnalisées) de véhicules automobiles neufs se sont chiffrées à 1 309 389 unités, en baisse de 1,7 % par rapport à la même période en 2000, qui était une année record.

Pour ce qui est des ventes cumulatives (non désaisonnalisées) des dix premiers mois de 2001, la plus dynamique des provinces, c'est l'Alberta, qui, en plus d'avoir déclaré la plus forte augmentation des ventes de voitures particulières (+10,1 %), est la seule province à avoir enregistré une progression des ventes de camions (+2,4 %) par rapport à la même période en 2000. Par contre, c'est en Ontario et dans les provinces maritimes que l'on a

déclaré les plus fortes baisses des ventes de camions et les seuls reculs en ce qui a trait aux ventes de voitures particulières.

*Le numéro d'octobre 2001 de **Ventes de véhicules automobiles neufs** (Internet : 63-007-XIB, 13 \$ / 124 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-6363 (courriel : clerance.kimanyi@statcan.ca), Division de la statistique du commerce.*

Les dépenses des ménages surpassent le taux d'inflation

Les ménages ont dépensé en moyenne 55 830 \$ en 2000 pour tous leurs achats, allant du logement aux voyages. Ils ont dépensé en moyenne environ 4 % de plus en 2000, une année de forte croissance économique. Cette hausse est légèrement supérieure au taux d'inflation de 3 % enregistré en 2000, selon l'Indice des prix à la consommation (IPC).

Les dépenses de transport représentaient 14 % du budget des ménages (7 580 \$ par ménage), en hausse de 10 % par rapport à 1999. Cette augmentation tient principalement aux dépenses plus élevées relativement au prix de l'essence et aux achats de voitures neuves et d'occasion. Les ménages qui ont acheté de l'essence y ont consacré une moyenne de 1 950 \$ en 2000; le prix de l'essence mesuré par l'IPC s'est accru de 22 % en 2000.

Les dépenses de logement, qui se chiffraient à 10 500 \$ en moyenne, comptaient pour environ 19 % du budget des ménages, soit 3 % de plus par rapport à 1999. Ce chiffre comprend une augmentation de 20 % du prix des combustibles de chauffage. Quant à l'alimentation, y compris les repas pris au restaurant, les ménages y ont consacré un montant estimatif de 6 220 \$, soit 11 % de leur budget, en hausse de 2 % par rapport à 1999. Ils ont aussi déboursé en moyenne 12 010 \$ en impôts personnels (sans la taxe de vente), ce qui donne 4 % de plus qu'en 1999.

Note aux lecteurs

Les données du présent article proviennent de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 2000. Elles ont été recueillies de janvier à mars 2001 auprès d'un échantillon d'environ 20 000 ménages privés dans toutes les provinces. L'enquête a permis de recueillir des données détaillées sur les dépenses, les caractéristiques des logements et l'équipement ménager. Les ménages ont été répartis en cinq groupes ou quintiles, en fonction du revenu. La comparaison des dépenses ne tient pas compte de l'inflation.

Les ménages ont dépensé davantage pour l'hébergement et le transport de tourisme en 2000 qu'en 1999. Pour les 22 % des ménages qui ont déclaré des dépenses de transport aérien en 2000, les dépenses moyennes ont progressé de 15 %, tandis que le coût des voyages aériens mesuré par l'IPC a augmenté de 3 %. Quant aux dépenses moyennes pour l'hébergement à l'hôtel et au motel, elles ont crû de 13 % par rapport à 1999.

La proportion des ménages qui possèdent un téléphone cellulaire est passé de 32 % en 1999 à 42 % en 2000. En outre, la proportion des ménages ayant acheté un ordinateur neuf et des périphériques connexes a continué de progresser en 2000, passant de 15 % à 18 %. On estime que 55 % des ménages possédaient un ordinateur à la fin de 2000. Par ailleurs, les dépenses consacrées aux services de câble et de satellite pour les trois quarts des ménages qui y sont abonnés ont augmenté de 7 %, pour passer à 480 \$ en moyenne.

Les dépenses alimentaires et de logement représentaient la moitié du budget des ménages du quintile inférieur de revenu en 2000, et l'impôt sur le revenu, 3 %. Par contre, les ménages du quintile supérieur n'ont consacré qu'un quart de leur budget à l'alimentation et au logement et 30 % à l'impôt sur le revenu. Ces proportions n'ont pas varié par rapport à 1999.

On peut se procurer des totalisations spéciales de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 2000 pour le Canada et les provinces. Pour des renseignements généraux ou analytiques, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.

Budget des ménages, 2000

	Quintile inférieur	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile supérieur
	%				
Alimentation	18	15	13	11	9
Logement	31	24	20	18	15
Transport	12	14	15	14	13
Impôts personnels	3	11	16	21	30

Neuvième hausse consécutive de la productivité multifactorielle

Le secteur des entreprises a enregistré un gain de 1 % de la productivité multifactorielle en 2000, un important déterminant du niveau de vie. Il s'agit de la neuvième hausse annuelle consécutive.

Les données révisées révèlent que la croissance de la productivité multifactorielle durant la seconde moitié des années 90 a été supérieure à celle précédemment annoncée. Cependant, le constat de base reste pratiquement le même : la croissance de la productivité a ralenti dans les années 90 et repris dans la seconde moitié de la décennie.

Entre 1995 et 2000, la productivité multifactorielle a progressé au même rythme annuel moyen qu'aux États-Unis, soit 1,3 %. Cela représente une grande amélioration par rapport à la période de 1981 à 1995, où la productivité américaine était supérieure à la productivité canadienne.

Les taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) américain de la fin des années 90 ont récemment été révisés à la baisse. Toutefois, les estimations de la productivité multifactorielle n'ont pas encore été révisées pour refléter ces nouvelles estimations du PIB. Par conséquent, la performance du Canada depuis 1995 pourrait éventuellement surpasser celle des États-Unis d'une petite marge, une fois que toutes les révisions auront été incorporées dans les estimations de la productivité américaine.

La croissance de la productivité multifactorielle, qui est une mesure exhaustive de l'efficacité de production, est mesurée par la différence entre la croissance de la production et celle de l'ensemble des facteurs de production (main d'œuvre et capital). Ce genre de croissance vise à mesurer les répercussions sur la

croissance économique du progrès technologique, des améliorations sur le plan de l'efficacité, des rendements d'échelle et d'autres facteurs.

La croissance de la productivité multifactorielle est une mesure plus vaste que celle de la productivité du travail seule, qui, elle, sert à évaluer la croissance de la production par heure de travail.

La productivité multifactorielle a ralenti en 2000 par rapport à 1999. La croissance de 1,0 % enregistrée en 2000 reflète une hausse de 5,2 % de la production, et de 4,2 % des facteurs capital et main-d'œuvre réunis. Par contre, la production a augmenté de 6,0 % en 1999, tandis que l'ensemble des facteurs ont progressé de 4,2 %. Cela a donné lieu à une hausse de 1,9 % de la productivité multifactorielle.

Entre 1981 à 1999, la plus récente période pour laquelle on dispose d'estimations de la productivité multifactorielle des États-Unis, la productivité multifactorielle du Canada a augmenté de 0,4 % en moyenne, comparativement à 0,9 % pour les États-Unis.

Cet écart de productivité entre les deux pays a été dans une large mesure attribuable à la croissance économique relativement modeste du Canada de 1981 à 1995. Au cours de cette période, la productivité multifactorielle au Canada s'est établie à un taux annuel moyen de 0,2 %, comparativement à 0,7 % aux États-Unis.

Depuis 1995, toutefois, la productivité multifactorielle du Canada a progressé au même rythme qu'aux États-Unis.

Pour obtenir des données, écrivez à l'adresse « productivité.mesures@statcan.ca ». Pour plus de renseignements, communiquez avec John R. Baldwin au (613) 951-8588 (courriel : baldjoh@statcan.ca) ou avec Tarek M. Harchaoui au (613) 951-9856 (courriel : harctar@statcan.ca), Division de l'analyse microéconomique.

La médecine non traditionnelle complète la médecine traditionnelle

Les Canadiens continuent de consulter les praticiens de médecine non traditionnelle comme complément aux soins de santé traditionnels, d'après une analyse des données de l'Enquête nationale sur la santé de la population. Les praticiens de médecine non traditionnelle comprennent les chiropraticiens, les massothérapeutes, les acuponcteurs, les homéopathes et les naturopathes.

En 1998-1999, on estime que 3,8 millions de personnes, soit environ 17 % de la population âgée de 18 ans et plus, ont consulté un praticien de médecine non traditionnelle l'année précédente. C'est une augmentation modeste, mais statistiquement significative, par rapport à la proportion de 15 % observée en 1994-1995. Le recours aux chiropraticiens est demeuré stable de 1994-1995 à 1998-1999, mais l'augmentation globale du nombre de consultations s'explique par le recours accru aux praticiens d'autres médecines non traditionnelles.

Note aux lecteurs

*Les données du présent article proviennent de l'étude intitulée « Les praticiens de médecine non traditionnelle : profils de consultation », paru dans le numéro d'été 2001 des **Rapports sur la santé**.*

Deux autres articles figurent dans ce numéro : « Déterminants de l'autoévaluation de la santé » examine les facteurs qui jouent un rôle clé dans la façon dont les Canadiens évaluent leur état de santé, et « Taux relatifs de survie à cinq ans : cancers de la prostate, du sein, du côlon et du rectum, et du poumon » se penche sur les taux de survie par âge et sexe pour les quatre cancers les plus fréquents au Canada en 1992.

Les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de consulter un praticien de médecine non traditionnelle. En 1998-1999, environ 19 % des femmes âgées de 18 ans et plus ont fait appel aux services de ces praticiens, par rapport à environ 14 % des hommes dans le même groupe d'âge. En outre, le recours aux soins non traditionnels semble être un phénomène qui se manifeste autour de la quarantaine. Parmi les groupes d'âge des 25 à 44 ans

(suite à la page 6)

... La médecine non traditionnelle complète la médecine traditionnelle

et des 45 à 64 ans, la proportion de personnes ayant consulté un praticien de médecine non traditionnelle en 1998-1999 était de 19 % (presque une personne sur cinq), alors qu'elle était d'environ 11 % dans le cas des jeunes âgés de 18 à 24 ans et des personnes âgées (65 ans et plus). Un peu plus d'un quart des personnes souffrant de douleurs chroniques ont déclaré avoir eu recours aux services d'un praticien de médecine non traditionnelle, contre 15 % des personnes qui n'éprouvaient aucune douleur chronique.

Dans les provinces de l'Ouest, entre 21 % et 25 % des personnes âgées de 18 ans et plus ont consulté un praticien de médecine non traditionnelle en 1998-1999, comparativement à une fourchette de 3 % à 9 % des habitants des provinces de l'Atlantique et à environ 15 % de la population au Québec et en Ontario. Cette différence tiendrait en partie aux régimes d'assurance-maladie des provinces de l'Ouest, qui remboursent certains des soins des chiropraticiens.

Les personnes appartenant aux catégories supérieures de revenu ont tendance à recourir plus souvent aux médecines non traditionnelles, peut-être parce que certains des frais associés à ce genre de traitement ne sont pas remboursés. Ainsi, une personne sur cinq appartenant aux catégories moyenne-supérieure et

supérieure de revenu du ménage a consulté des praticiens de médecine non traditionnelle, contre 12 % des personnes appartenant à la catégorie inférieure. L'éducation est aussi un facteur : environ une personne sur cinq ayant un diplôme collégial ou universitaire a dit avoir consulté un praticien de médecine non traditionnelle, contre 12 % des personnes sans diplôme d'études secondaires.

Les personnes qui estimaient que les soins de santé traditionnels ne répondaient pas à leurs besoins — mais qui ne rejetaient pas ces soins pour autant — étaient plus susceptibles de rechercher des modes de traitement non traditionnels. Par ailleurs, celles qui avaient consulté des praticiens de médecine non traditionnelle avaient plus tendance à avoir d'autres habitudes bonnes pour la santé. Par exemple, ces personnes étaient plus susceptibles de prendre des suppléments vitaminiques ou minéraux et d'éviter les aliments qui ne sont pas très sains.

*Le numéro d'été 2001 des **Rapports sur la santé** (Internet : 82-003-XIF, 15 \$ / 44 \$; papier : 82-003-XPF, 20 \$ / 58 \$) vient de paraître. Pour en savoir plus sur l'article « Les praticiens de médecine non traditionnelle : profils de consultation » ou pour des renseignements analytiques, communiquez avec Marie Beaudet au (613) 951-7025 (courriel : marie.beaudet@statcan.ca), Division de la statistique de la santé.*

Nouveautés de Statistique Canada

L'emploi et le revenu en perspective Numéro en ligne de décembre 2001

Le numéro de décembre 2001 de *L'emploi et le revenu en perspective* comporte un article sur l'écart salarial entre hommes et femmes et un aperçu, offert gratuitement en format PDF, de l'épargne-retraite privée en 1999. Pour en savoir plus sur l'article, communiquez avec Roman Habtu au (613) 951-3830 (courriel : roman.habtu@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. Pour plus de renseignements sur l'aperçu, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : income@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.

*Le numéro en ligne de décembre 2001 de **L'emploi et le revenu en perspective** (Internet : 75-001-XIF, 5 \$ / 48 \$) est en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.*

Nouveautés de Statistique Canada

Liens de parenté entre sociétés

Quatrième trimestre de 2001

Il y a plus d'un million d'entreprises constituées en personne morale au Canada. La base de données sur les liens de parenté entre sociétés fait état des liens de parenté entre les plus grandes sociétés au pays, dont le nombre s'élève actuellement à environ 86 000. Les pays du G7 contrôlent au-delà de 83 000 (97 %) de ces grandes sociétés.

La base de données sur les *liens de parenté entre sociétés* comporte des chiffres actuels qui tiennent compte des récentes fusions et prises de contrôle et d'autres changements importants pour les plus grandes sociétés canadiennes. Elle est unique pour ce qui concerne la propriété des entreprises au Canada.

Le CD-ROM Liens de parenté entre sociétés pour le quatrième trimestre de 2001 (61-517-XCB) est en vente. Un abonnement annuel avec mises à jour trimestrielles coûte 995 \$; un seul exemplaire sans les mises à jour coûte 350 \$. Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604 (courriel : jeannine.dangelo@statcan.ca), Services à la clientèle.

Technologies d'information et des communications

Le secteur des technologies d'information et des communications (TIC), qui évolue rapidement, a compté pour 57,5 milliards de dollars du produit intérieur brut (PIB) du Canada en 2000, soit 7,3 % du PIB du secteur des entreprises, d'après un nouveau profil statistique global du secteur des TIC. Réalisée dans le cadre du programme de la connectivité de Statistique Canada, l'étude intitulée *Les technologies d'information et des communications au Canada* examine la croissance et la performance du secteur des TIC en fonction de variables telles que la production économique, l'emploi, les exportations, les importations, les recettes et la recherche et le développement.

Les technologies d'information et des communications au Canada (Internet : 56-506-XIF, gratuit) est accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous Nos produits et services, Publications gratuites, puis Communications. Pour plus de renseignements, communiquez avec Heidi Ertl au (613) 951-1891 ou avec Chantal Vaillancourt au (613) 951-5067, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

La culture en perspective

Été 2001

La culture en perspective, la publication trimestrielle sur les statistiques de la culture, comporte des analyses et des articles sur des questions d'actualité et sur les tendances en culture. Ce dernier numéro renferme un article sur l'écoute de la radio et un bilan du commerce des produits culturels pour les six premiers mois de 2001, qui révèle l'augmentation du déficit commercial du Canada, malgré la vigoureuse croissance des exportations. On y trouve aussi un examen des plus récentes données de l'Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison.

Le numéro d'été 2001 de La culture en perspective (Internet : 87-004-XIF, 7 \$ / 20 \$; 87-004-XPB, 9 \$ / 27 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Marla Waltman Daschko au (613) 951-3028 (courriel : marla.waltman-daschko@statcan.ca) ou avec Pina La Novara au (613) 951-1573 (courriel : pina.lanovara@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Nouveautés de Statistique Canada

Indicateurs de la santé

Indicateurs de la santé est une publication électronique réalisée conjointement par Statistique Canada et l'Institut canadien d'information sur la santé. Cette publication comporte une série d'indicateurs mesurant la santé de la population canadienne et décrivant le système de santé. Il s'agit de la première série d'*Indicateurs de la santé* à fournir un lien entre les sites de Statistique Canada et de l'Institut canadien d'information sur la santé de façon à ce que toutes les sources de données des indicateurs soient intégrées dans une publication en ligne, offerte gratuitement.

Les **Indicateurs de la santé**, vol. 2001, n° 3 (82-221-XIF, gratuit) est accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Brenda Wannell de Statistique Canada au (613) 951-8554 (courriel : brenda.wannell@statcan.ca) ou avec Anick Losier de l'Institut canadien d'information sur la santé au (613) 241-7860.

Services communautaires et placement sous garde des jeunes

Le *Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada* décrit le cheminement des cas et la charge de travail dans le système correctionnel pour les jeunes en 1999-2000. Les données portent sur le nombre et les caractéristiques des libérations des services correctionnels et des admissions de jeunes dans les établissements de détention ainsi que sur la mise en probation. Les données servent aussi à dresser un portrait des jeunes contrevenants par sexe, âge et statut d'autochtone.

Le *Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 1999-2000* (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XP, 10 \$ / 93 \$) et le rapport **Tableaux de données sur les services communautaires et le placement sous garde des jeunes, 1999-2000** (Internet : 85-226-XIF, 26 \$) sont en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Facteurs déterminants des compétences en sciences et technologie

Une récente étude parue dans la *Revue trimestrielle de l'éducation* examine les liens entre la façon dont les Canadiens acquièrent des compétences en sciences et en technologie et la manière dont ils appliquent ces connaissances sur le marché du travail. Seule une faible proportion des élèves d'école primaire finissent par embrasser une carrière en sciences et technologie. Bon nombre de ceux qui terminent leurs études universitaires sont considérés comme sous-employés.

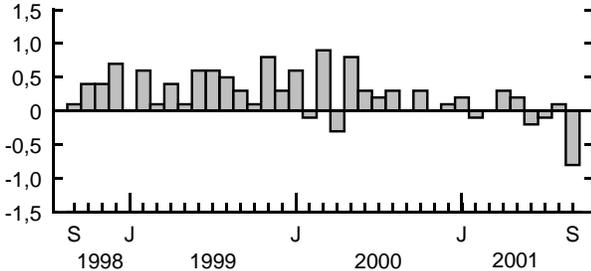
Cette baisse d'intérêt était plus marquée au Canada et aux États-Unis que dans les autres pays qui ont participé à la Troisième enquête internationale sur les mathématiques et les sciences (TEIMS), réalisée en 1994-1995 par l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire.

L'article intitulé « *Facteurs déterminants des compétences en sciences et technologie* » figure dans le numéro d'hiver 2001 de la **Revue trimestrielle de l'éducation** (Internet : 81-003-XIF, 16 \$ / 51 \$), qui vient de paraître. Un aperçu de l'étude peut être consulté dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous Nos produits et services, puis En profondeur. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (courriel : educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

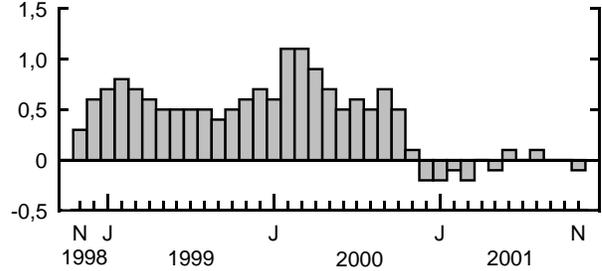
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a diminué de 0,8 % en septembre, après avoir progressé de 0,1 % en août.

Indice composite

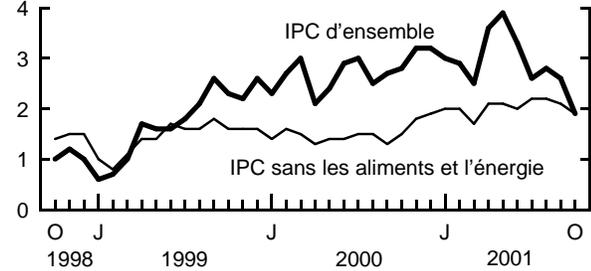
Variation mensuelle en %



En novembre, l'indicateur avancé a reculé de 0,1 %, en raison surtout de la détérioration du secteur manufacturier.

Indice des prix à la consommation

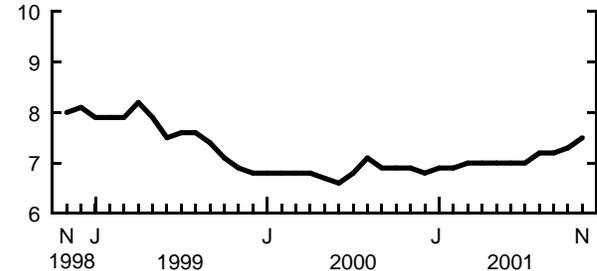
Variation annuelle en %



En octobre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 1,9 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont tout de même augmenté de 1,9 %.

Taux de chômage

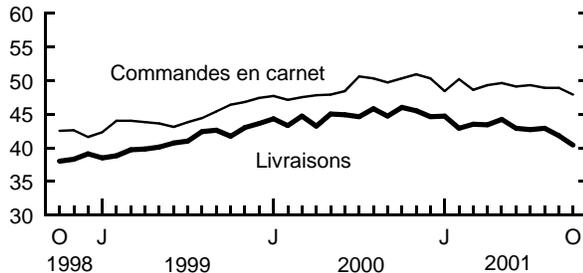
%



En novembre, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point pour se fixer à 7,5 %.

Fabrication

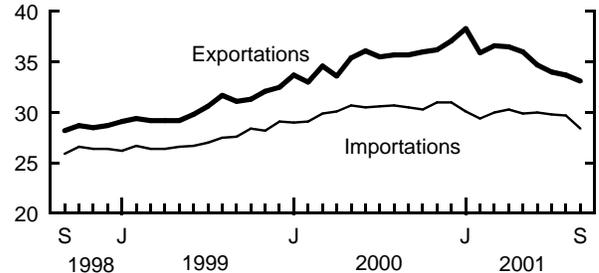
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 2,9 % en octobre, pour totaliser 40,4 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont baissé de 1,8 % pour se fixer à 47,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En septembre, les exportations ont régressé de 1,7 % pour se fixer à 33,1 milliards de dollars. Les importations ont chuté de 4,6 % pour se fixer à 28,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	septembre	929,7	-0,8 %	-0,6 %
Indice composite (1992 = 100)	novembre*	166,2	-0,1 %	-0,7 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 2001	37,6	-14,4 %	-23,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	3 ^e trim. de 2001	79,4	-2,5 †	-7,0 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	octobre*	24,2	1,7 %	3,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	octobre	131,3	2,9 %	6,1 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	octobre*	32,2	-0,9 %	0,8 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	novembre	15,1	0,1 %	0,5 %
Taux de chômage (%)	novembre	7,5	0,2 †	0,6 †
Taux d'activité (%)	novembre	66,0	0,1 †	-0,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	septembre	669,16	0,18 %	1,86 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	novembre	133	-5,0 %	-24,4 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	octobre*	537,9	1,3 %	15,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	octobre*	32,4	-1,0 %	-10,1 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	octobre*	28,2	-0,6 %	-7,0 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	octobre*	4,2	-0,1	-1,5
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	octobre*	40,4	-2,9 %	-12,3 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	octobre*	39,5	-5,1 %	-15,2 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	octobre*	47,9	-1,8 %	-4,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	octobre*	1,57	0,03	0,16
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	novembre*	115,8	-0,9 %	0,7 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	octobre	106,7	-1,2 %	-1,0 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	octobre	106,3	-5,3 %	-12,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	octobre	106,8	0,1 %	2,8 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 13 au 19 décembre 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
ANALYSE DES ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES ET SUR LE TRAVAIL			
L'emploi et le revenu en perspective	décembre 2001	75-001-XIF	5/48
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : Comparaisons de la criminalité entre le Canada et les États-Unis	2000	85-002-XIF	8/70
Juristat : Comparaisons de la criminalité entre le Canada et les États-Unis	2000	85-002-XPF	10/93
Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada	1999-2000	85-002-XIF	8/70
Juristat : Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada	1999-2000	85-002-XPF	10/93
Juristat : Tableaux de données sur les services communautaires et le placement sous garde des jeunes	1999-2000	85-226-XIF	26
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par pays	janv. à sept. 2001	65-003-XMB	62/206
Exportations par pays	janv. à sept. 2001	65-003-XPB	124/412
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
La culture en perspective	été 2001	87-004-XIF	7/20
La culture en perspective	été 2001	87-004-XPB	9/27
Revue trimestrielle de l'éducation	hiver 2001	81-003-XIF	16/51
Voyages internationaux	octobre 2001	66-001-PIB	6/59
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Contreplaqués de construction	septembre 2001	35-001-XIB	5/47
Extraction de pétrole et de gaz	2000	26-213-XPB	29
Fils d'acier et certains produits de fil métallique	octobre 2001	41-006-XIB	5/47
Huiles et corps gras	octobre 2001	32-006-XIB	5/47
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	octobre 2001	36-003-XIB	5/47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	octobre 2001	41-011-XIB	5/47
Produits pétroliers raffinés	juillet 2001	45-004-XIB	16/155
Produits pétroliers raffinés	juillet 2001	45-004-XPB	21/206
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois	octobre 2001	25-001-XIB	6/55
Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline	2000	55-201-XIB	19
ORGANISATION ET FINANCES DE L'INDUSTRIE			
Liens de parenté entre sociétés	4 ^e trim. de 2001	61-517-XCB	350/995
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	3 ^e trim. de 2001	61-008-XIF	26/86
PRIX			
Indice des prix à la consommation	novembre 2001	62-001-XIB	8/77
Indice des prix à la consommation	novembre 2001	62-001-XPB	11/103
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Les technologies d'information et des communications au Canada	2000	56-506-XIF	gratuit
Statistique des sciences, vol. 25, n ^o 11		88-001-XIB	6/59
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Ventes de véhicules automobiles neufs	octobre 2001	63-007-XIB	13/124
STATISTIQUE DU REVENU			
Estimations trimestrielles relatives aux caisses de retraite en fiducie	2 ^e trim. de 2001	74-001-XIB	14/47
Estimations trimestrielles relatives aux caisses de retraite en fiducie	2 ^e trim. de 2001	74-001-XPB	19/62
Les avoirs et les dettes des Canadiens : perspectives sur l'épargne au moyen des régimes de pensions privés	1999	13-596-XIF	gratuit
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	septembre 2001	72-002-XIB	24/240
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Indicateurs de la santé, vol. 2001, n ^o 3		82-221-XIF	gratuit
Rapports sur la santé	été 2001	82-003-XIF	15/44
Rapports sur la santé	été 2001	82-003-XPF	20/58

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : (613) 951-7277 ou 1 800 267-6677

Pour envoyer votre commande par télécopieur : (613) 951-1584 ou 1 877 287-4369

Courrier électronique : order@statcan.ca

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».



Joyeuses fêtes!

L'équipe d'Infomat fera relâche le

28 décembre et le 4 janvier

Le prochain numéro sera publié le 11 janvier 2002